

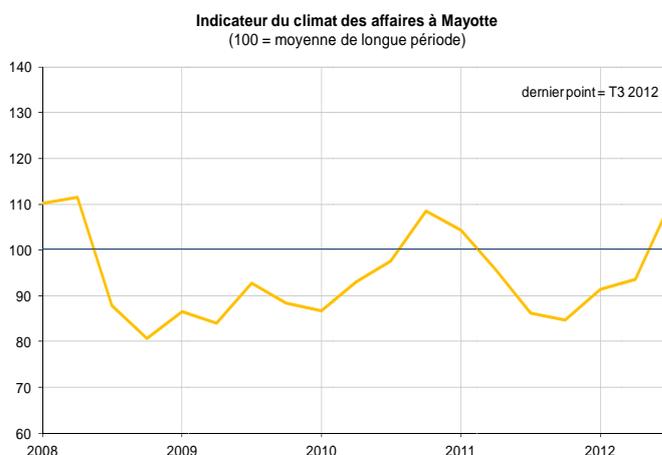
Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Amélioration du climat des affaires malgré une situation économique fragile

Au troisième trimestre 2012, l'indicateur du climat des affaires enregistre une progression importante. Inférieur à sa moyenne de longue période depuis le deuxième trimestre 2011, il augmente de 16,5 points s'établissant désormais bien au-delà de celle-ci (+10,0 points). Cette amélioration résulte à la fois d'une appréciation positive de l'ensemble des chefs d'entreprise sur le niveau d'activité économique du trimestre passé et de bonnes anticipations pour le quatrième trimestre 2012 dans le contexte de la préparation de Mayotte à son accession au statut de Région ultrapériphérique (RUP) à compter du 1^{er} janvier 2014.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les entreprises ont fait le choix d'investir pour maintenir ou développer leur activité à court terme. Toutefois, cet optimisme doit être pondéré dans la mesure où la situation économique demeure fragile et les principaux indicateurs ne se sont pas améliorés. L'île reste toujours confrontée à un climat social tendu qui a des effets néfastes sur l'activité économique et ses perspectives. Ainsi, malgré une légère baisse des prix, la consommation des ménages est de nouveau en recul, les échanges extérieurs enregistrent un repli et les entreprises continuent de réaliser des arbitrages sur les effectifs.

Hormis dans les secteurs du tourisme et du commerce pour lesquels l'activité reste atone, les chefs d'entreprise des principaux autres secteurs d'activité déclarent une activité en progrès, bien que de niveau toujours faible, et des trésoreries moins tendues. Les prévisions d'investissement sont en nette hausse. Celles-ci traduisent les espoirs des entrepreneurs d'une amélioration des conditions économiques et de leur activité. L'environnement social instable et l'évolution actuelle de la consommation des ménages réduisent cependant leur visibilité sur le long terme.

LES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OcéAN INDIEN BIEN ORIENTÉES

L'économie **malgache** poursuit au troisième trimestre 2012 les bons résultats observés le trimestre précédent. L'encours de crédit à l'économie progresse de 3,3 % par rapport à fin juin 2012. Les exportations, notamment de produits alimentaires et de minerais, s'inscrivent en hausse. L'activité touristique est également bien orientée, avec une hausse de 16,2 % du nombre de touristes sur un an. Néanmoins, le nombre de création d'entreprises continue à se contracter et les ventes de véhicules neufs baissent de 12,3 % en glissement annuel.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique reste bien orientée, avec une progression de 5,4 % du nombre de touristes au troisième trimestre en glissement annuel. Sur la même période, les exportations de produits de la pêche décélèrent (+5,5 % au troisième trimestre contre +15,3 % au deuxième trimestre).

A **Maurice**, l'activité économique se redresse, avec une hausse de 1,3 % du PIB (en données CVS) au deuxième trimestre 2012, après deux trimestres consécutifs de quasi-stagnation (+0,0 % au premier trimestre 2012 et +0,3 % au quatrième trimestre 2011). En glissement annuel, le PIB progresse de 2,7 % en raison de la bonne orientation de la demande intérieure et des exportations de services (+18,5 %).

L'économie **sud africaine** ralentit au troisième trimestre 2012, avec un rythme de croissance annualisé du PIB de 1,2 % contre 3,4 % le trimestre précédent. Les services sont les principaux contributeurs à cette hausse, tandis que l'industrie minière se contracte (-12,7 %) en raison des grèves qui secouent le secteur ces derniers mois.

Légère baisse des prix à la consommation

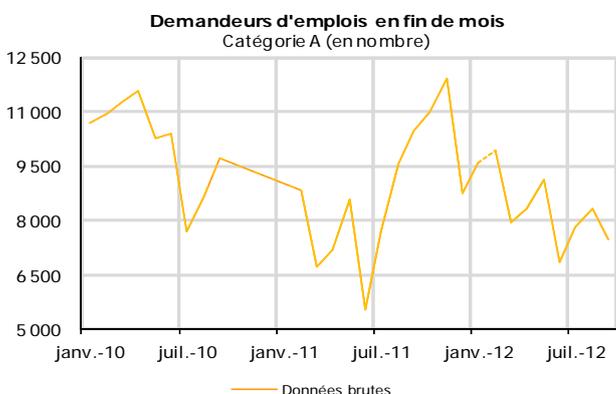
L'Indice des prix à la consommation (IPC) a fléchi de 0,2 % ce trimestre. Cette diminution est imputable à la contraction de la majorité des prix : énergie (-0,7 %), produits alimentaires et boissons (-0,2 %) et produits manufacturés (-0,2 %). Les prix du tabac comme ceux des services sont stables.

Sur un an, les prix sont en hausse de 1,3 %, soit une évolution inférieure à celle de la France (+1,9 %). La hausse des prix à Mayotte s'explique principalement par celle des services (+3,5 %) et, dans une moindre mesure, de l'énergie (+0,6 %) et des produits manufacturés (+0,2 %). Le poste « Produits alimentaires et boissons » est le seul qui enregistre une très légère diminution (-0,2 %) en glissement annuel.



Source : INSEE

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi



Source : Pôle Emploi

Après trois trimestres consécutifs de baisse, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) a augmenté de 8,8 % pour atteindre 7 469 personnes à la fin du mois de septembre. Cette hausse touche plus particulièrement les hommes âgés de moins de 25 ans. Les personnes âgées de 50 ans et plus sont davantage épargnées, notamment les femmes pour lesquelles le nombre de demandeuses d'emploi est en baisse.

Le nombre d'offres d'emploi s'inscrit en très nette hausse (multiplié par 2,8) après avoir chuté au deuxième trimestre (-59,8 %).

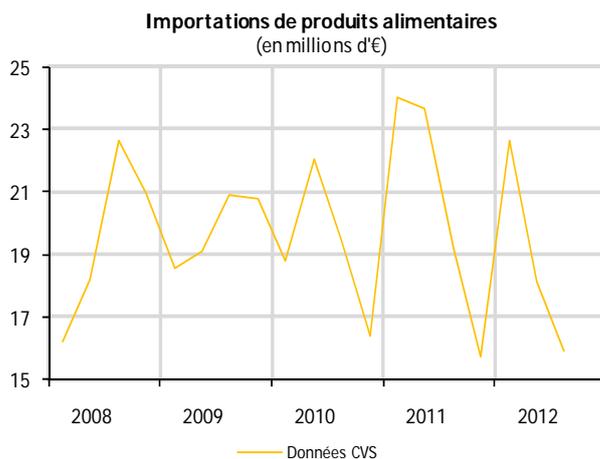
En glissement annuel, la situation sur le marché du travail mahorais s'est nettement améliorée : le nombre de demandeurs d'emplois a chuté de 29 % par rapport au mois de septembre 2011 et le nombre d'offres d'emploi a augmenté de 48,6 %.

La consommation des ménages poursuit son recul

La consommation des ménages reste mal orientée pour le deuxième trimestre consécutif. L'opinion des chefs d'entreprise du commerce, qui continuent de juger leur activité comme dégradée, est corroborée par la baisse des importations de biens à destination des ménages. Ainsi, les importations de produits alimentaires (-12,3 %, CVS) et de biens d'équipement ménager (-2,8 %, CVS) continuent de se contracter de même que celles de produits textiles et vêtements (-2,6 %, CVS) en baisse depuis le premier trimestre 2012.

Le marché de l'automobile est également affecté par cette baisse générale. Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs reculent de 16,4 % sur le trimestre et de 60,5 % en glissement annuel.

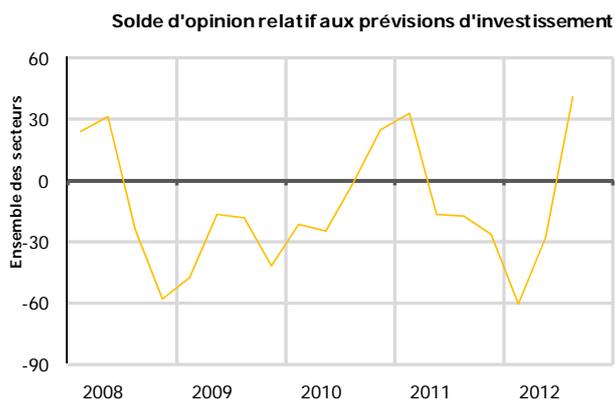
Les encours bancaires des crédits à la consommation sont aussi en baisse de 0,7 % après une diminution de 1,1 % au trimestre précédent. La situation financière des ménages reste précaire : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire progresse légèrement (+0,7 %).



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

de 4,1 % et les retraits de cartes bancaires augmentent

Nette reprise des investissements



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Les intentions d'investir des chefs d'entreprise reprennent, après plusieurs trimestres de dégradation, dans tous les secteurs sauf le commerce. Les importations de biens d'équipements professionnels enregistrent une forte hausse (+37,9 %) après deux trimestres consécutifs de chute.

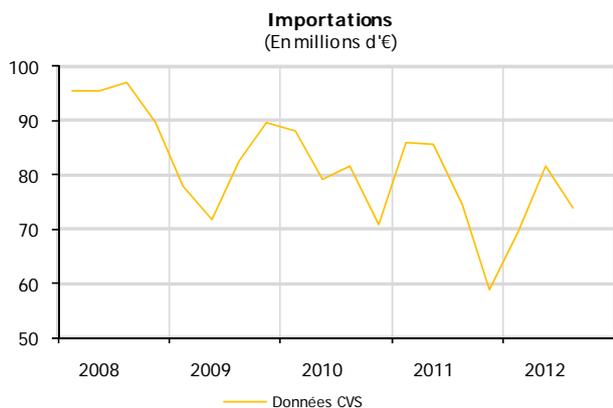
En dépit des difficultés économiques persistantes, les chefs d'entreprise prévoient toutefois d'investir dans les prochains mois pour réduire leurs coûts de production et diversifier leurs activités.

Les encours des crédits à l'habitat évoluent peu pour les ménages (+1,6 %) mais significativement pour les entreprises (+19,0 %). L'encours des crédits à l'investissement des entreprises enregistre un rebond de 18,5 % après cinq trimestres consécutifs de diminution, en partie expliqué par une importante opération de financement dans le secteur industriel.

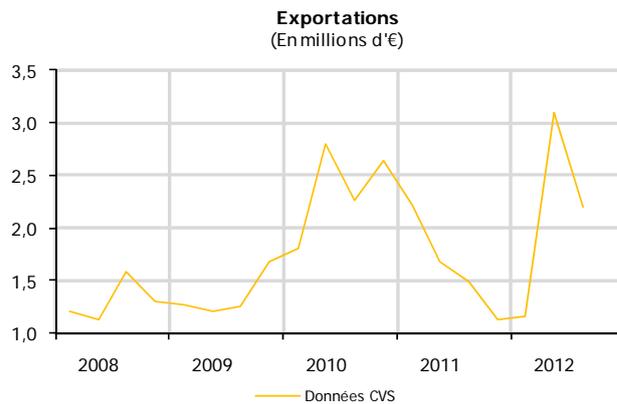
Repli des échanges extérieurs

Les importations sont en baisse de 9,6 % sur le trimestre (données CVS) en lien avec le recul des importations de machines et appareils, de produits alimentaires et de produits minéraux.

Après une hausse exceptionnelle de 168,7 % au cours du deuxième trimestre, les exportations enregistrent une baisse de 29,2 % ce trimestre du fait de la diminution des réexportations de machines et appareils. En glissement annuel, les exportations sont en hausse de 47,7 %.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

UNE ACTIVITE CONTRASTÉE SELON LES SECTEURS

L'ensemble des secteurs fait état d'une activité meilleure ou d'un arrêt de sa dégradation à l'exception du tourisme. Toutefois, le niveau d'activité reste faible. Les entreprises anticipent une amélioration de l'activité économique au trimestre prochain et envisagent pour cela d'investir davantage afin d'améliorer leur productivité et d'étendre leurs activités.

Dans le **secteur primaire**, les exportations de poissons issus de l'élevage aquacole, qui avaient timidement repris au deuxième trimestre, enregistrent une hausse sensible. Elles ont été multipliées par six et atteignent leur plus haut niveau depuis le premier trimestre 2009 (données brutes). Les exportations d'essence d'ylang ont repris après deux trimestres d'arrêt. Les quantités exportées restent cependant faibles. Les importations d'espèces avicoles sont en légère hausse sur le trimestre (+13,2 %, données CVS), mais demeurent nettement inférieures à celles du troisième trimestre 2011 (-47,8 % en glissement annuel).

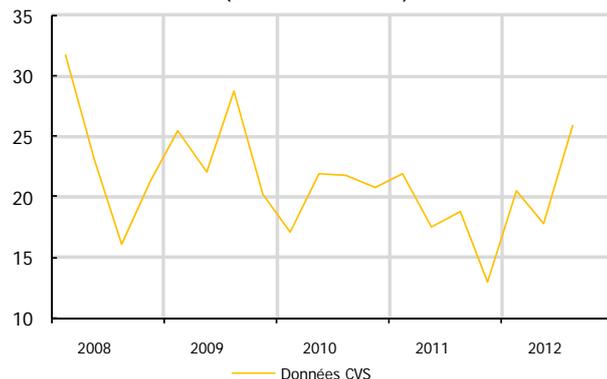
Malgré les pertes d'effectifs qui perdurent, les professionnels du **BTP**, qui pour certains ont pu bénéficier des effets du plan de relance, notent une amélioration de leur niveau d'activité. L'abondement du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) a permis aux communes de régler quelques impayés et de détendre quelque peu les lignes de trésorerie. Cependant, les chefs d'entreprise du secteur restent prudents quant à l'évolution de leur activité à court terme craignant notamment les conséquences que pourraient avoir les revendications sociales sur l'évolution économique et sectorielle.

Cette légère amélioration est corroborée dans une certaine mesure par l'évolution des importations de ciment qui sont en hausse de 45,6 % sur le trimestre et de 37,7 % en glissement annuel (données CVS).

Comme les entreprises du **commerce** l'anticipaient à la fin du deuxième trimestre, l'activité du secteur a été orientée à la baisse. Toutefois, la dégradation s'est ralentie et les prévisions pour le prochain trimestre sont un peu plus optimistes. Les chefs d'entreprise notent par ailleurs une amélioration de l'état de leur trésorerie mais ne prévoient ni d'investir, ni d'augmenter leurs effectifs.

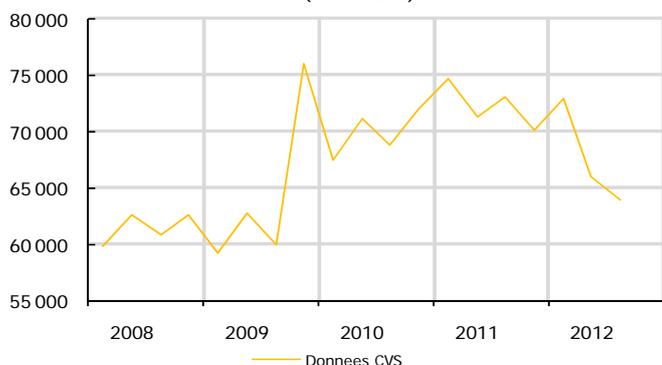
L'activité des entreprises de **services marchands** reste morose mais les chefs d'entreprise font état d'une moindre dégradation de leur volume d'affaires. Ils envisagent d'investir pour opérer des changements de leurs activités et proposer des produits plus variés. Le développement d'internet lié à l'avènement du haut débit permet notamment aux entreprises de télécommunication de renforcer leurs activités. Au prochain trimestre, une poursuite de la dégradation de l'activité est attendue, du même ordre qu'au troisième trimestre.

Importations de ciment
(en milliers de tonnes)



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Trafic passager à l'aéroport de Dzaoudzi
(en nombre)



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

Malgré une hausse de 15,2 % (données CVS) des vols commerciaux sur le trimestre, le secteur du **tourisme** continue de souffrir de la baisse du nombre de passagers hors transit à l'aéroport de Dzaoudzi (-3,0 %). La ligne Réunion-Mayotte, unique liaison quotidienne de l'île, enregistre notamment une baisse de passagers depuis treize mois consécutifs. Les professionnels du secteur, autant dans l'hôtellerie que dans la restauration, déplorent une baisse d'activité qui se poursuit depuis le dernier trimestre de l'année 2011.

Diverses actions de promotion de l'île sont conduites par le Comité Départemental du Tourisme (CDT), notamment la participation à plusieurs salons internationaux et l'organisation du premier salon du tourisme et des loisirs à Mayotte. Cependant, les retombées éventuelles de ces événements sur l'activité du secteur seront nécessairement différés dans le temps.

LA REPRISE MONDIALE S'ESOUFFLE

La reprise de l'économie mondiale reste très fragile, toujours freinée par les effets des rééquilibrages budgétaires et la fragilité persistante du système financier malgré le soutien apporté par des politiques monétaires accommodantes. Les prévisions de croissance du FMI pour 2012 sont ainsi révisées à la baisse, à 1,3 % pour les pays avancés et à 5,3 % pour les pays émergents et les pays en développement.

Une reprise modeste se poursuit aux Etats-Unis accompagnée par une faible baisse du chômage. Le FMI prévoit une croissance de 2,2 % en 2012 (après +1,8 % en 2011) et une inflation contenue à +2,0 %. En 2013, la croissance devrait progresser au même rythme qu'en 2012 (+2,1 %).

Sous l'effet de l'intensification de la crise, la zone euro connaîtrait selon le FMI une contraction de l'activité de 0,4 % en 2012. La récession qui touche la plupart des pays de la périphérie de la zone euro, affectés par des difficultés financières dont témoigne l'évolution des écarts de taux souverains, s'est propagée progressivement aux autres pays de la région.

La faiblesse de la croissance couplée à l'incertitude dans les pays avancés ont impacté négativement les pays émergents et les pays en développement. C'est le cas notamment en Chine où la baisse des exportations contribue au ralentissement de sa croissance qui devrait toutefois s'élever à +7,8 % en 2012.

En France, la croissance du PIB devrait être atone en 2012 (+0,1 %) tandis que le chômage continuerait de croître et que l'inflation resterait contenue (+1,9 %).

Source : World Economic Outlook, octobre 2012, FMI

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : décembre 2012 – Dépôt légal : décembre 2012 – ISSN 1952-9619